



## Comité Technique Local du 13/01/2022.

### Déclaration liminaire

*Il est des traditions dont on se passerait bien : tel est le cas de la séance de ce jour au bout de laquelle seront rayés, d'un trait de plume directorial, une dizaine d'emplois supplémentaires dans la DDFIP 54.*

Si cet exercice relève manifestement d'une routine éprouvée pour les représentants de la direction, ses conséquences sont autrement redoutables pour les services, les missions et les agents.

Le Service Public, dans chacun de ses secteurs, est victime depuis une vingtaine d'années, d'un mal mortifère qui l'affaiblit lentement, le vide de ses forces comme de son sens et détruit en son sein garanties collectives et cohésion des équipes.

Aujourd'hui, outils numériques et intelligence artificielle ne sont que les nouveaux variants d'alibis servis à l'envie tel un dogme ânonné sans autre réflexion et auquel il nous faudrait souscrire.

Pourtant, les 1 600 nouvelles suppressions d'emplois dans notre administration, ajoutées aux dizaines de milliers déjà infligées, nourriront elle-mêmes cette fuite en avant dont l'élan emporte tout à la fois les structures et le contenu des missions, les usagers et les agents, les règles de gestions et les principes fondamentaux tel que l'égalité de traitement des usagers.

Cette fuite en avant est celle des restructurations incessantes, des regroupements et des fusions.

C'est à dire des fermetures, c'est à dire celle des « simplifications » et des abandons de missions.

Elle est celle qui frappe les plus faibles et les plus défavorisé-e-s et elle est aussi celle qui nous oppose à eux.

Elle est celle qui laisse livrés à eux-même agents et chefs de services, dotés seulement de leur volonté de faire face malgré tout...

Faire face mais dans la limite de leurs capacités amoindries à chaque suppression de poste supplémentaire mais aussi à chacun des recrutements qui ne vient pas.

Ce qui éclate au grand jour dans le secteur hospitalier, dans celui de la justice ou encore de la police - pour ne citer que ceux-là- ne nous épargne pas et les satisfecit de nos responsables n'en sont que plus insupportables.

Ce qui se passe chez nous n'a en rien amélioré ces secteurs ; l'ensemble vacille !

Les difficultés croissantes à faire face chaque jour vont de pair avec le déclassement social à l'œuvre pour l'ensemble des salarié-e-s et employé-e-s de notre pays qu'il s'agisse des rémunérations, de la protection sociale ou encore, et ce n'est pas le moindre, des questions de reconnaissance ou de démocratie.

Passés les boniments, les paroles creuses et les expédients, viennent inévitablement le déni et l'autoritarisme.

Toutes choses qui confinent au mépris.

Nus ne sommes pas épargnés.

Nous considérons comme tels, monsieur le président/ directeur, et sans aucun esprit polémique, vos propos tenus lundi 10 dans les colonnes du Républicain Lorrain au sujet, encore une fois, de la situation du CFP de Longwy.

Faut-il préciser qu'ils font écho à certains qui avaient été tenus lors de votre visite ?

Faut-il dire combien la situation de cette structure est emblématique ?

Elle l'est des ravages des politiques suivies obstinément par on ne sait qui mais en dépit de ses conséquences ;

Elle l'est de l'absence de volonté réelle de répondre aux attentes des agents, d'une population et de ses élu-e-s ;

Elle l'est par ses conséquences diffuses qui se répandent tel un virus incontrôlable malgré qu'artificiel.

La colère qui s'exprime, souvent aveugle, de manière maintenant récurrente , en est la première et elle devrait interpeler chaque responsable.

Si ses outrances sont à condamner sans l'ombre d'une hésitation, ses potentiels débouchés sont suffisamment alarmants pour cesser de l'attiser.

Il suffirait pour cela de considérer enfin les réalités de celles et ceux qui tiennent à bout de bras les « choses ».

Toutes ces choses qui font la vie d'une société humaine ;

Toutes choses qui donnent sens et dignité à nos actes et à nos vies.

En un mot la « Res Publica »...

*Il est des traditions dont on se passerait bien ; notre refus des évolutions imposées ne relève pas de cette catégorie.*

*Nous entendons encore, 40 années plus tard, les échos de Lorraine Cœur d'Acier ; ils ne nous ont jamais abandonnés !*

*Nous écoutons battre son cœur et notre volonté grandit de concert.*

**Longwy vivra, le Service Public aussi.**

**CGT-Finances Publiques Meurthe-Et-Moselle**

**45 rue Sainte-Catherine - Cité administrative.**

**54 000 Nancy. 03 83 45 46 28**

**[cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.f](mailto:cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.f)**